



mercredi 1 octobre 2014

Connexion S'abonner à partir 1€

- [À la une](#)
- [Communes](#)
- [Sport](#)
- [Faits Divers](#)
- [Annonces](#)
- [Pratique](#)

Rechercher

[Bordeaux](#) [Arcachon](#) [Médoc](#) [Libourne](#) [Langon](#) [La Rochelle](#) [Saintes](#) [Royan](#) [Cognac](#) [Angoulême](#) [Périgueux](#)
[Agen](#) [Auch](#) [Pau](#) [Bayonne](#) [Biarritz](#) [Mont-de-Marsan](#) [Dax](#)



mercredi 1 octobre 2014

Connexion S'abonner à partir 1€

- [À la une](#)
- [Communes](#)
- [Sport](#)
- [Faits Divers](#)
- [Annonces](#)
- [Pratique](#)

Rechercher

[Bordeaux](#) [Arcachon](#) [Médoc](#) [Libourne](#) [Langon](#) [La Rochelle](#) [Saintes](#) [Royan](#) [Cognac](#) [Angoulême](#) [Périgueux](#)
[Agen](#) [Auch](#) [Pau](#) [Bayonne](#) [Biarritz](#) [Mont-de-Marsan](#) [Dax](#)

Exclusivité abonnés

[Votre édition du soir est disponible sur soir.sudouest.fr](#)

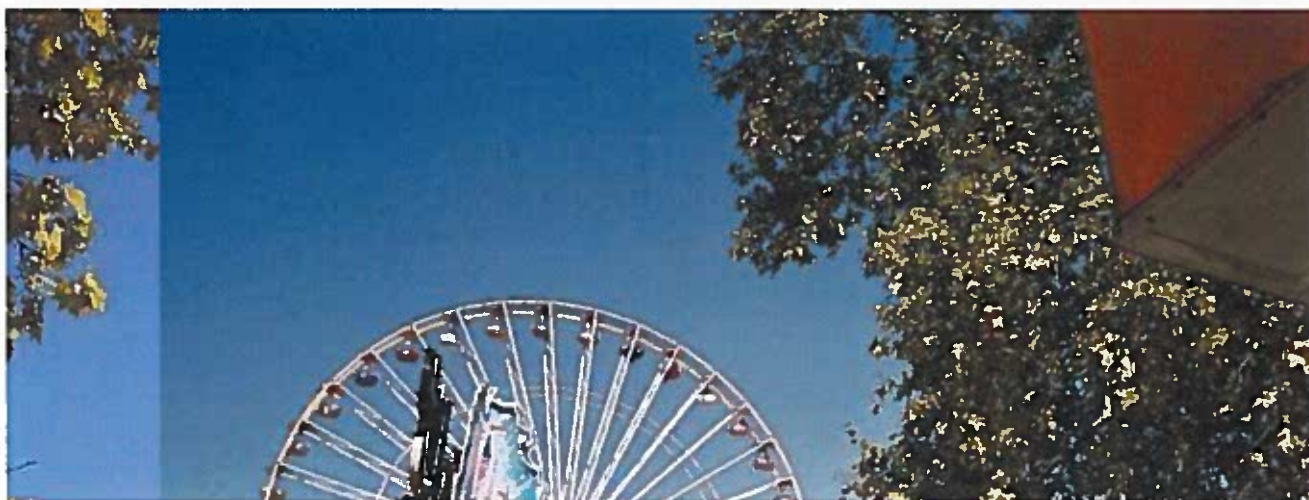
Bordeaux : au cœur de l'esclavage moderne

[0 commentaire](#)

Publié le 29/09/2014 à 06h00 , modifié le 30/09/2014 à 12h05 par

[Yannick Delneste](#)

Le musée d'Aquitaine accueille « Contre-allées » autour de l'association Ruelle qui accompagne des victimes. L'une d'elles témoigne



1. 1
2. 2
3. 3

- [Previous](#)
- [Next](#)

N

ous sommes en 2011. Emmanuel (1) quitte le Portugal pour la Belgique où des amis sont installés. L'entreprise où il travaillait vient de faire faillite dans son pays gravement touché par la crise. **Sophia, sa femme, le rejoint deux semaines plus tard, laissant ses deux filles.** Répondant à une annonce « Recherche couple pour entretien et ménage dans une grande propriété en Gironde », Emmanuel et Sophia arrivent sur la presqu'île d'Ambès en août 2012.

Publicité

« Nous avons signé un contrat mais je n'ai jamais réussi à avoir un exemplaire », raconte aujourd'hui Sophia dans les locaux bordelais de l'association Ruelle. « Et puis tout se passait plus ou moins bien au début, dans cette très grande et belle propriété avec des animaux. Ma famille a même pu venir nous voir à Noël. » **Le 31 décembre, Emmanuel se blesse gravement à la main et doit être hospitalisé pour être opéré du tendon à Pessac.** Le propriétaire qui l'accompagne ne remplit pas les papiers, paye directement, sa femme insiste sur le fait de ne pas déclarer les faits en accident du travail. « Je croyais en sa parole », se souvient-il.

"Un anonymat indispensable"

Des ombres, donc. Ou des fantômes qu'on ne soupçonne pas vivre derrière cette entrée d'immeuble cossu, cette table de restaurant si avenante, ce lotissement si tranquille. Pas un visage sur les murs de l'exposition photographique « Contre-allées » (1) mais des lieux, des objets, des voix et des impressions qui dessinent en creux les contours de l'exploitation.

Celle d'une dizaine de victimes suivies par le Relais urbain d'échanges et de lutte contre l'exclusion (Ruelle) et qui ont travaillé pendant un an avec le photographe Christophe Goussard. Soutenu par le fonds d'initiative pour le partage culturel (Inpact) et la Direction régionale des affaires culturelles (Drac), le chemin a été long et difficile, au rythme de la vie cabossée de ces victimes, de leurs angoisses et de leur investissement forcément imprévisible. « Pour les protéger avant tout et parce qu'elles font l'objet toutes de procédures en cours, l'anonymat était indispensable », explique Christophe Goussard.

Sous chaque photo sobre où se sont déroulés les faits, un résumé de ces derniers. L'autre partie de l'exposition présente les photos réalisées par les victimes elles-mêmes. C'est Aline qui arrive d'Afrique de l'Ouest pour financer des soins pour sa fille et qu'un couple d'employeurs compatriotes paie 28 centimes de l'heure pendant deux ans et demi avant de l'abandonner de retour au pays. C'est Maria, débarquée du Nigéria vers les trottoirs de Bordeaux, qui ira témoigner à la police judiciaire et permettra de démanteler une partie du réseau. C'est Alham, arrivée d'un premier exil en Italie, qui subit des violences de l'équipe du restaurant qui l'emploie après avoir refusé de se prostituer. C'est Olvia, Asma, Djamila et Samir... Autant de prénoms inventés mais des parcours bien réels d'esclaves modernes, à quelques mètres des deux salles consacrées à un autre esclavage, plus ancien. L'Histoire balbutie, ses ombres changent peu.

Y.D.

(1) Jusqu'au 26 octobre au musée d'Aquitaine, salle Goupil.

« La peur au ventre »

Dans les jours qui viennent et pour une prise en charge sociale, Sophia réclame ce contrat, toujours sans succès. Emmanuel est enjoint à travailler quand même avec sa main blessée. Les employeurs sont plus agressifs et, le 24 janvier, Emmanuel est viré. **« Il devait repartir au Portugal, moi rester ou sinon on était chassé une semaine plus tard »**, raconte Sophia. **« J'avais besoin d'argent pour mes filles, ma mère là-bas, alors on a accepté. »**

Emmanuel prend l'avion. Le lendemain, la serrure du portail de la propriété est changée. **« On n'a pas confiance en toi »**, m'a dit la propriétaire », se souvient Sophia. **« Pour rester, selon elle, je devais vivre seule, pourrais recevoir mes filles à Pâques et Noël et je devais oublier mon mari. »** Et la patronne de ne pas assurer le remboursement du vol d'Emmanuel, pourtant promis.

Quelques jours plus tard, Sophia trouve un prétexte pour sortir du domaine, se précipite au consulat du Portugal, prend langue avec un avocat. Elle revient chercher ses affaires dans la tension, le couple menaçant à chaque va-et-vient de fermer définitivement le portail. **« J'ai été aidée par une femme formidable, commerçante à Ambarès, qui m'a prêté son camping-car, m'a aidée pour me nourrir »**, souligne Sophia. Elle va porter plainte à la gendarmerie, dans le service de lutte contre le travail dissimulé (lire par ailleurs). **« J'y suis allée avec la peur au ventre, j'avais le sentiment d'être coupable en ayant accepté ces conditions de travail non déclaré. Mais j'ai été formidablement accueillie, écoutée. Il ne faut surtout pas avoir peur d'aller se confier. »**

« Pour la justice »

Les gendarmes lui parlent de l'association Ruelle. Une aide financière, un accompagnement à la recherche d'un travail, un accueil. Un avocat aussi, le premier s'étant révélé un rien cupide. **« Comme chez mon amie commerçante, j'y ai trouvé un endroit où je peux venir me poser, parler. »** Une procédure aux prud'hommes est lancée, toujours en cours après une première audience en janvier dernier. **Une enquête plus large est menée par les gendarmes sur le couple d'employeurs et leurs méthodes, qui pourrait le mener vers le tribunal correctionnel.** **« Je ne le fais pas pour les sous mais pour la justice »**, martèle Sophia. **« Les victimes ne doivent pas avoir peur mais savoir qu'on peut les défendre. »**

D'abord femme de chambre dans un grand hôtel au Pian-Médoc (elle se lève à 4 heures à Ambarès pour embaucher à 8 h), elle travaille aujourd'hui dans une structure analogue dans le centre de Bordeaux. **« Des gens formidables qui me laissent prendre le temps de me soigner »**, dit-elle. Depuis un an, Sophia se bat contre un cancer, deux opérations déjà. **Mais Emmanuel est revenu en mars 2013, a trouvé un emploi dans une société de nettoyage.** Les filles, mère et grands-mères de Sophia : tout le monde est réuni aujourd'hui dans une petite maison sur la presqu'île.

(1) Les prénoms ont été modifiés. www.associationruelle.org

Des centaines de victimes par an

Mercredi dernier, dans les locaux de la cellule contre le travail illégal et la fraude (Celtif), nichés dans la caserne Judaïque dans la rue du même nom. Le dossier d'Emmanuel et Sophia est traité là, comme des dizaines d'autres chaque année dans les communes ne relevant pas des commissariats de Bordeaux et d'Arcachon. « Nous luttons contre le travail illégal sous toutes ses formes », rappelle Philippe Verneuil, le responsable du service. « Les cas les plus fréquents se retrouvent dans les secteurs du BTP, de l'agriculture et de la restauration. »

La veille, l'équipe de Philippe Verneuil était sur le terrain pour un contrôle d'une journée dans une entreprise avec le concours de la Mutuelle sociale agricole et la Direction du Travail (Dirrecte). Le service de cinq gendarmes affiche une cinquantaine de procédures en 2013 pour 116 victimes. Six procédures et 17 victimes relèvent de l'emploi d'étrangers. « Récemment, nous avons entendu l'employé d'un restaurant qui effectuait jusqu'à 200 heures supplémentaires par mois », explique l'officier de police judiciaire Valérie Darcant. On fait répéter. « Oui, par mois... »

Philippe Verneuil insiste : « Même s'ils peuvent avoir l'impression d'un travail illégal en acceptant au départ les conditions, ces gens sont des victimes et nous sommes là pour les entendre. »

Coordination

À quelques centaines de mètres à vol d'oiseau, le service analogue de la police (Groupe de lutte anti-fraude, Glaf) dirigé par Mickaël Pichard, affiche logiquement des statistiques plus importantes : une centaine de procédures en 2013 pour près de 500 personnes concernées. « Le Glaf travaille en étroite collaboration avec le service des étrangers, celui des stupéfiants ou le groupe d'investigation de la zone de sécurité prioritaire », explique Nicolas Pérez, commissaire adjoint au chef de la sûreté départementale. « Ces 27 personnes combattent l'économie souterraine. » Que ce soit police ou gendarmerie, le constat est le même : la crise a accentué de manière significative les cas de travail dissimulé.

La direction zonale de la police de l'air et des frontières est aussi un acteur-clé de cette lutte sur le terrain. Traitant à la police les dossiers concernant les étrangers en situation irrégulière mais aussi leur exploitation, c'est à la DZPAF avec laquelle des associations comme Ruelle travaillent. Tous ces services se retrouvent régulièrement ensemble au sein du comité opérationnel départemental anti-fraude (Codaf) où siègent également des acteurs du travail comme la Dirrecte ou l'Urssaf, relais essentiels dans le signalement des cas.

Y.D.

- [Ambès](#)
- [justice](#)
- [emploi](#)
- [Bordeaux](#)
- [Voir tous les commentaires](#)

[Article Précédent](#)

[Article Suivant](#)

[La grève du personnel municipal est terminée Première grève sous l'ère Subrenat](#)